



**ENTREPRENDRE
AU BURUNDI :
IMPULSER
L'INNOVATION
POUR BATIR
L'AVENIR**

BURUNDI, JUIN 2025

ENTREPRENDRE AU BURUNDI : IMPULSER L'INNOVATION POUR BATIR L'AVENIR



Produit et Publié par le Think Tank, Centre For Development and
Enterprises Great Lakes
Avenue Mutsinda, Kinindo, Commue Muha
Bujumbura-Burundi
Boite Postale : 7188 Bujumbura-Burundi
Téléphone: + 257 22241575
Email : info@centrefordevelopmentgreatlakes.org
Site web : www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

Un Think Tank (groupe de réflexion) au service de la liberté économique.
La mission du CDE Great Lakes est de réduire les barrières à la
prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de
marché libre au Burundi.



Ce document a été rendu possible grâce au financement de l'Institut pour les Affaires Economiques (IEA) et du WHETSTONE FREEDOM FUND. Le Contenu de ce document est la responsabilité de notre Think Tank, le Centre For Development and Enterprises Great Lakes.

ENTREPRENDRE AU BURUNDI : IMPULSER L'INNOVATION POUR BATIR L'AVENIR

M. Janvier CISHAHAYO

Auteur

Éditeurs : Dr Franck Arnaud NDORUKWIGIRA
M. Aimable MANIRAKIZA



**Centre for Development and Enterprises Great Lakes
Bujumbura, Burundi
Juin 2025**

I. Table des matières

II.	Introduction	5
III.	Rôle économique de l'entrepreneuriat.....	6
IV.	Perspectives et dynamiques de l'entrepreneuriat.....	7
V.	Le rôle du gouvernement dans la promotion entrepreneuriale.....	8
VI.	Clés du succès entrepreneurial.....	10
VII.	Conclusion	11
VIII.	Références	12

II. Introduction

L'entrepreneuriat est le moteur de l'innovation, de la création de richesse et du progrès sociétal, transformant des idées audacieuses en réalités tangibles grâce à la persévérance, la créativité et une planification stratégique.

Dans le processus entrepreneurial burundais, les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPMEs) jouent un rôle central. Ces entreprises, qui représentent plus de 80 % du secteur privé, sont des piliers de l'économie burundaise, contribuant à la création d'emplois, à la génération de revenus et à la réduction des inégalités. Ainsi, ce manuel explore comment les MPMEs incarnent l'esprit entrepreneurial tout en soulignant le rôle limité du gouvernement, qui doit se concentrer sur la création d'un environnement favorable plutôt que sur une intervention directe excessive.

Ce document résume pourquoi nous avons besoin de l'entrepreneuriat et comment nous pouvons l'encourager. Il explique ce qui est distinctif et important dans l'esprit d'entreprise et son rôle dans la stimulation de l'innovation, du progrès, de la productivité et de la croissance économique. C'est important, car ces contributions cruciales de l'entrepreneuriat ne sont pas largement comprises. Ils sont souvent complètement négligés dans les manuels d'économie traditionnels. Pourtant, ils rendent l'entrepreneuriat vital pour nous tous en tant que travailleurs, consommateurs et citoyens.

En analysant le rôle de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans le moteur du progrès économique, ce document examine la manière dont nous parlons couramment d'entrepreneuriat et tente de dégager ce qu'est réellement l'idée de base et ce qui motive les entrepreneurs.

III. Rôle économique de l'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat stimule la croissance économique en nous permettant de produire plus. Mais elle stimule également le développement économique en nous permettant de produire mieux. L'entrepreneuriat catalyse la croissance économique en augmentant la production et en améliorant la qualité des produits. Les entrepreneurs innovent, adoptant des technologies avancées pour créer des biens plus utiles, abordables et performants, comme des voitures écoénergétiques ou des smartphones multifonctionnels.

Ces progrès diffusent des informations sur les meilleures pratiques, qui optimisent l'allocation des ressources et stimulent les marchés. Ils déclenchent aussi un développement continu, comme les microprocesseurs ouvrant la voie aux applications numériques ou la révolution informatique, qui a créé des emplois et brisé les barrières sociales. En attirant capitaux et talents mondiaux, les entrepreneurs, même dans les pays en voie de développement, dopent la productivité, génèrent des emplois et enrichissent les communautés.

Les entrepreneurs fournissent aux clients des produits qui améliorent leur vie, parfois de façon spectaculaire, comme un robot industriel peut le faire pour un fabricant ; du papier bulle peut le faire pour un détaillant ; comme une aide auditive peut le faire pour une personne sourde ou un smartphone peut le faire à n'importe qui.

IV. Perspectives et dynamiques de l'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat peut être une force vive, mais il n'est pas toujours bénéfique. Selon Baumol (1990), l'entrepreneuriat se divise en productif, improductif et destructeur.

L'entrepreneuriat productif qui crée de la valeur pour tous. Les entrepreneurs et les clients s'enrichissent mutuellement par des échanges volontaires, stimulant innovation, progrès et prospérité sociétale. Les entrepreneurs productifs créent de la valeur pour eux-mêmes et leurs clients. La valeur est dans l'oeil du spectateur. Les clients apprécient davantage le produit de l'entrepreneur que l'argent qu'ils paient pour lui ; les entrepreneurs apprécient le prix qu'ils reçoivent plus que les ressources (par exemple, temps, efforts et matériaux) qu'ils doivent consacrer à la fourniture du produit.

L'entrepreneuriat improductif, comme l'évasion fiscale ou le lobbying. Trois milliards de dollars par an aux États-Unis, (Evers-Hillstrom 2018), profite à quelques-uns sans bénéfice collectif. Ils pourraient investir de l'argent dans des régimes de retraite financés par l'impôt plutôt que de le considérer comme un revenu. Ils peuvent quitter leur emploi et créer une entreprise pour fournir les mêmes services, ce qui leur permet de réclamer des radiations ou d'exploiter des subventions commerciales.

L'entrepreneuriat destructeur : le crime organisé ou l'extorsion vole et détruit, sapant la liberté et la productivité. Alerter sur les opportunités de voler ou de tromper les autres, ils peuvent utiliser le chantage ou exécuter des escroqueries et des raquettes. Ils peuvent menacer les entreprises de violence si elles ne paient pas d'argent pour la protection. Seule une économie libre canalise cet élan vers un avenir florissant.

V. Le rôle du gouvernement dans la promotion entrepreneuriale

Les gouvernements peuvent galvaniser l'entrepreneuriat non par des subventions, mais en fixant des ambitions audacieuses pour la société. Ils peuvent explorer l'espace, révolutionner les soins de santé ou nettoyer les océans tout en laissant les innovateurs libres de tracer leur chemin. Cette approche, inspirée de la « gestion par objectifs » plébiscitée en entreprise (Medeiros, 2019), stimule une créativité débridée face aux défis complexes évitant les écueils du court-termisme et des politiques bureaucratiques rigides.

Pourtant, des questions brûlantes persistent : qui choisit ces grands objectifs ? Dans une économie libre, ce sont les individus, non les politiciens, qui définissent leurs priorités. Imposer des rêves d'élites risque de détourner l'énergie entrepreneuriale des besoins réels des citoyens. Les projets pharaoniques, souvent motivés par des buzz politiques, éclipsent les initiatives modestes mais précieuses.

Josh Lerner professeur à Havard souligne que les tentatives gouvernementales d'encourager l'entrepreneuriat échouent souvent par des erreurs répétées en copiant des modèles étrangers inadaptés, en privilégiant des subventions fiscales éphémères, ou en s'appuyant sur des consultants coûteux. L'exemple de la DeLorean Motor Company, soutenue à hauteur de 120 millions de dollars par le Royaume-Uni dans les années 1970, illustre ce gâchis : malgré un financement massif, l'entreprise a sombré, emportant emplois et argent public.

Le Burundi n'est pas sans exception. Depuis les années 1980¹, l'Etat a lancé la politique de financer les coopératives agricoles informelles en offrant des crédits limités, mais sans cadre réglementaire. Vingt ans plus tard, la politique de soutien aux coopératives des jeunes subsiste avec la constitution d'un Fond d'impulsion et de garantie (FIGA) doté d'un Montant de 3 milliards BIF (environ 1 million USD).

L'interventionnisme de l'Etat ne se limite pas à la politique de création des coopératives mais également des institutions financières étatiques tels que le PAEEJ, la BIJE, ou la BIDF ont vu le jour. Cependant, grand nombre des

¹ <https://www.brb.bi/node/9>, BRB, 1962

entreprises bénéficiaires de ces subventions peinent à asseoir leurs activités sur le marché.

Pour libérer l'esprit d'entreprise, les gouvernements doivent créer un terrain fertile : comprendre le marché mondial du capital-risque, ouvrir les frontières aux talents migrants, et investir dans l'éducation sans imposer de solutions rigides. En somme, l'entrepreneuriat ne se décrète pas ; il s'épanouit lorsque la liberté et l'ingéniosité des individus sont déchaînées.

Les gouvernements peinent à rendre leur fonction publique « entrepreneuriale », une ambition souvent vouée à l'échec (Klein, 2017). Malgré l'appel de Tony Blair en 2000 à une fonction publique audacieuse, l'absence de concurrence et de récompenses substantielles freine l'innovation, comme l'a souligné Stelios Haji-Ioannou. Sans rivalité, pas d'élan entrepreneurial. Les fonctionnaires, liés par des règles strictes et motivés par la sécurité plutôt que par le risque, évitent les initiatives audacieuses pour se protéger. Prendre des risques avec l'argent public est controversé : les échecs sont critiqués, les succès rarement célébrés. Pour libérer l'esprit d'entreprise, il faut un cadre qui récompense l'audace et libère les énergies créatives, loin des carcans bureaucratiques.

VI. Clés du succès entrepreneurial

L'entrepreneuriat ne prospère que dans un écosystème vibrant, où entrepreneurs, investisseurs, travailleurs et clients évoluent librement. Les gouvernements doivent libérer cette énergie en supprimant les barrières réglementaires, fiscales et commerciales, et en garantissant un climat politique stable. Les entrepreneurs ont soif d'accès au capital, de compétences en gestion et de conseils avisés, mais surtout de liberté d'agir.

La sécurité des droits de propriété, y compris brevets et marques, est cruciale. Sans elle, pourquoi risquer effort et argent dans un projet incertain ? Une étude (Sanandaji & Lee, 2013) montre une corrélation directe entre des droits de propriété robustes et un fort taux d'entrepreneuriat. Sans état de droit, les agriculteurs hésitent à semer, craignant que leur récolte soit volée ; les entrepreneurs, eux, renoncent à innover si leurs gains sont menacés par des taxes arbitraires ou des extorsions.

Un système judiciaire indépendant est vital. Une justice faible ou corrompue décourage l'investissement, car un voleur peut dérober des biens, mais seul un gouvernement peut interdire le commerce ou emprisonner. De même, limiter le pouvoir politique protège contre les abus, comme la confiscation de biens pour des motifs politiques.

L'ouverture aux capitaux étrangers et à la migration dynamise l'entrepreneuriat. Les immigrants, souvent dotés d'un esprit audacieux, repèrent des opportunités que d'autres négligent. Des politiques comme des visas pour entrepreneurs ou investisseurs attirent ces talents, tandis qu'une migration ouverte favorise la prospérité et réduit la pauvreté.

Enfin, la culture joue un rôle clé. Une société valorisant la liberté, l'état de droit et l'innovation nourrit l'esprit entrepreneurial. Partout, même dans les contextes les plus rigides, les individus font preuve d'ingéniosité pour contourner les obstacles. Libérer cet élan, le guider vers des initiatives productives, peut transformer les communautés. Les gouvernements doivent comprendre les réalités du capital-risque, investir dans l'éducation, accueillir les talents étrangers, et éviter les interventions maladroites comme les subventions excessives. En somme, pour faire éclore l'entrepreneuriat, il suffit de lui donner l'espace de brille

VII. Conclusion

Dans un contexte où il s'observe un manque de dynamisme du secteur privé, et au moment où le Burundi opte de plus en plus aux politiques interventionnistes gouvernementales dans le financement des initiatives entrepreneuriales, il est impératif de penser à une politique libérale afin de réduire les interventions directes du gouvernement au profit de réformes favorisant un marché libre (sécurité foncière, accès au crédit privé, etc..) en laissant les entrepreneurs de répondre aux signaux du marché pour encourager l'innovation et l'efficacité.

De plus, il est nécessaire pour le Burundi d'asseoir des facilités pour le financement des initiatives entrepreneuriales, afin de dynamiser la production, accroître les exportations, et créer un environnement favorable aux investissements tant nationaux qu'étrangers, à travers le financement des Micro petites et moyennes entreprises. C'est pour cela que toutes les parties prenantes, de tous les secteurs, doivent collaborer de manière synergique pour faire face aux risques.

Plutôt que de s'appuyer sur des subventions massives, souvent inefficaces, l'organe décisionnel devrait embrasser une approche audacieuse et libérale en levant les entraves réglementaires, en réduisant la pression fiscale et en éliminant les barrières commerciales pour libérer le potentiel des entrepreneurs. L'élan entrepreneurial ne repose pas uniquement sur des financements publics ou des formations administratives, mais sur la liberté d'innover, d'expérimenter et de répondre avec agilité aux besoins du marché.

En cultivant un environnement concurrentiel, inclusif et dynamique, les autorités permettraient aux entreprises de s'épanouir naturellement, comme des plantes baignées de lumière, plutôt que de les étouffer sous des programmes publics. En somme, pour faire éclore un entrepreneuriat vibrant, il faut avant tout faire confiance à la créativité et à la résilience des individus, en leur offrant un terrain fertile où leurs rêves peuvent prendre racine et transformer l'économie.

VIII. Références

1. Butler, E. *Une Introduction à l'entrepreneuriat*. Londres : Institut des affaires économiques (IEA).
2. « Etude sur le secteur informel », ISTEEDU (2015)
3. <https://www.brb.bi/node/9>, BRB, 1962



THINK TANK

**CENTRE FOR
DEVELOPMENT
AND ENTERPRISES
GREAT LAKES**



CDE Great Lakes

www.centrefordevelopmentgreatlakes.org